

Je ne veux pas m'attarder plus longtemps sur les emplois, car on en a déjà parlé. C'est une question considérée comme importante et précise, dans le discours du trône. Les programmes sont devant nous, noir sur blanc, avec leur prix. Le gouvernement propose ces mesures. Reste aux Canadiens et, bien sûr, à nous, honorables sénateurs, de les examiner.

Le sénateur Murray: Selon M. Lalonde, quel devrait être le taux de chômage l'an prochain?

Le sénateur Frith: Vous devrez le lui demander.

Le sénateur Murray: Il l'a déjà dit. Il n'y aura pas...

Le sénateur Frith: Si vous le savez, vous en parlerez sûrement dans votre discours.

Il existe des solutions à ce problème qui auront une incidence sur le taux de chômage. Toutefois, ce n'est pas mon rôle de faire des prédictions. Pour cela, il faudra téléphoner à Nick «le Grec» à Las Vegas.

Avant de passer à un autre sujet, je voudrais aborder une autre facette très importante du programme économique, le développement régional. Comme les sénateurs le savent pour avoir étudié et adopté des mesures en ce sens, il existe déjà des programmes et des fonds fédéraux consacrés à la réorganisation du Programme de développement industriel et régional. La reprise a lieu parce que nous profitons au maximum des avantages et des points forts de chaque région grâce à une formule conçue expressément à cette fin. Le discours du trône annonce également une nouvelle ère de consultation et de planification fédérales-provinciales. Des négociations sont en cours en vue de conclure des ententes globales pour le développement économique et régional.

En ce qui concerne une politique commerciale vigoureuse, les sénateurs ont appris par les médias que M. de Grandpré a déclaré devant la Commission MacDonald qu'il faut démontrer plus de dynamisme et d'efficacité dans nos activités commerciales en général et notamment dans l'import-export. Là encore, on propose des programmes précis, clairs et détaillés en vue d'une politique commerciale vigoureuse. Il y a des programmes visant à promouvoir les exportations dans les industries de services et à encourager les maisons privées de commerce. La loi sur les douanes sera simplifiée et modernisée. Des zones d'exportation franches seront créées pour la fabrication et le traitement en douane de marchandises destinées à l'exportation. On appuiera les firmes canadiennes qui cherchent à obtenir l'exclusivité mondiale pour certains produits, ce qui est très important et qui existe déjà dans certains secteurs au Canada, notamment en ce qui concerne les filiales de sociétés multinationales. Quand une filiale canadienne d'une firme comme 3-M obtient l'exclusivité mondiale pour un produit, cela signifie que tous les travaux relatifs à ce produit, qui sera vendu partout dans le monde, seront effectués au Canada.

Il y a aussi le commerce avec les pays riverains du Pacifique, qui sera facilité par la création de la Fondation canadienne de l'Asie et du Pacifique, et par l'amélioration et l'élargissement de nos relations avec les États-Unis.

Au sujet des industries concurrentielles à l'échelle mondiale, et afin d'améliorer encore davantage notre balance commerciale favorable, on prévoit des mesures législatives dans le domaine des stimulants fiscaux favorisant la recherche et le développement, et de nouvelles mesures en vue d'implanter

l'industrie de la technologie de pointe. Pour l'industrie de l'automobile, qui suscite de graves inquiétudes, surtout dans le centre du Canada, il y a l'accord canado-japonais sur l'automobile prévoyant l'accroissement des installations de production et de l'achat de pièces au Canada. Les sénateurs se rappelleront que dans le rapport du groupe de travail sur l'automobile, regroupant des représentants de l'industrie, des syndicats et du gouvernement, on recommandait l'application de critères ou de normes sur la teneur en pièces canadiennes. Ces recommandations ont été suivies de négociations avec le Japon pour la conclusion d'un accord canado-japonais sur l'automobile.

On lancera une stratégie pour la consolidation de l'infrastructure industrielle et la stimulation de l'investissement, stratégie fondée sur un consensus entre le monde des affaires, les syndicats et le gouvernement, et l'on donnera un nouvel élan au programme d'encouragement à l'achat de produits fabriqués au Canada. Il y a aussi des projets précis, comme nous l'avons tous entendu, concernant l'instauration d'un laissez-passer ferroviaire dans un effort pour accroître le tourisme. Nous connaissons tous les répercussions du tourisme sur notre balance commerciale. On se penchera également sur ce problème dans le cadre de ce programme.

Puis, au sujet des ressources, le discours du trône insiste beaucoup sur la modernisation de la pêche et des industries forestières, minières et de l'agriculture. On consacrera 200 millions de dollars à l'amélioration du triage des poissons et des installations de congélation. On consacrera des fonds au programme de subventions à la construction de bateaux de pêche, et l'on s'attaquera aux problèmes des pêches dans le Pacifique. Dans le secteur des forêts, une stratégie de régénération des forêts sera appliquée par Environnement 2000 et des fonds seront consacrés à la recherche et au développement dans le domaine forestier.

Pour l'alimentation, on propose un programme de stabilisation du cheptel ainsi qu'un Conseil de commercialisation des produits agricoles. On propose également de créer une commission d'enquête chargée d'étudier les problèmes que posent la commercialisation de la pomme de terre dans l'est du Canada. Toutes ces mesures s'attaquent aux problèmes qui existent dans les diverses régions du pays.

A propos de l'eau, elle nous posera des problèmes, à titre de citoyens du monde, pendant un certain temps. On jette déjà des regards remplis de convoitise sur les ressources aquatiques du Canada. Face à ces problèmes, de nouveaux investissements seront faits pour répondre aux besoins des Prairies en sol et en eau, notamment dans le cadre du nouveau laboratoire d'hydrologie de Saskatoon. En outre, les négociations sur les pluies acides avec les États-Unis se poursuivent. Vous le savez, M. Caccia est un ministre de l'Environnement très actif; il a déjà remporté des victoires dans ce domaine. On s'efforcera de réduire les émissions de soufre au Canada dans le cadre de ces négociations.

En ce qui concerne l'énergie, comme l'a signalé le sénateur Roblin, le gouvernement est lié au PEN. Nous verrons peut-être si l'opposition, le parti conservateur, s'il est jamais élu un jour, fera une déclaration aussi claire...

L'honorable C. William Doody: Ne soyez pas désagréable, je vous en prie.